



BONHEUR EN BAS

(sinon malheur en haut)

Journal lyonnais de décryptage de l'actualité politique

REPRESSION

« Le courage de se battre pour les autres »



EDITO

Durant l'acte XIX à Nice, la militante d'Attac, Geneviève Legay, a été grièvement blessée lors d'une charge des forces de l'ordre. Agée de 73 ans, elle souffre de multiples fractures. Le procureur de Nice a fini par admettre, une semaine après l'incident, que Geneviève a bien été bousculée par des forces de l'ordre. Nous lui dédions ce numéro et la soutenons de tout coeur. Ce n'est malheureusement pas le cas du pouvoir : des policiers seraient venus lui rendre visite à l'hôpital afin qu'elle change son témoignage. Arié Alimi, son avocat, a porté plainte pour subornation de témoin ainsi que pour « violence en réunion avec arme par personnes dépositaires de l'autorité publique contre personne vulnérable ».

Dans les tribunes de Nice-Matin, Macron a déclaré : « Quand on est fragile, qu'on peut se faire bousculer, on ne se rend pas dans des lieux qui sont définis comme interdits et on ne se met pas dans des situations comme celle-ci. Cette dame n'a pas été en contact avec les forces de l'ordre ». Plus loin, il ajoute « Je lui souhaite un prompt rétablissement, et peut-être une forme de sagesse. »

« Une forme de sagesse » ? Comme à son habitude, Macron renverse le langage et fait du malheur une opportunité : celle d'abord, de justifier la répression. Le laisser-faire constaté sur les Champs lors de l'acte 18 est une manœuvre politique vieille comme Gérard Collomb. Les GJ condamnent la violence. Mais, par souci de cohérence, nous condamnons toutes les violences, et donc en premier lieu celle de

l'Etat qui, chaque année, par le chantage au chômage, est directement responsable de 10 000 à 15 000 morts en France. La révolte des français est saine dès l'instant où les dirigeants ne cherchent plus le bien commun. Nous réclamions du pouvoir un geste : ce fut un coup de matraque doublé de mépris.

De ce malheur, Macron fait une seconde opportunité : celle de culpabiliser les forces de l'ordre incriminées et les manifestants afin de légitimer les directives de Castaner. Lorsqu'il parle de responsabilité, nous l'enjoignons d'abord à questionner la sienne : chaque blessé, qu'il soit bleu ou jaune, est imputable au gouvernement. Il en porte la responsabilité et devra, un jour ou l'autre, en rendre compte.

Il est certain que la cristallisation du débat autour de la question policière est une impasse, pour les GJ comme pour l'opinion publique. Que des smicards en bleu frappent des smicards en jaune est une absurdité. Les deux souffrent de mauvaises conditions de travail et sont méprisés par le pouvoir. Les deux sont les victimes d'un même bourreau : un Etat au service du marché plutôt que des citoyens, un gouvernement qui gère son pays comme une entreprise. Les GJ ont choisi de ne plus l'accepter. L'instrumentalisation de la police par un tel pouvoir est indigne de la France. Pour finir, la tactique du pouvoir est toujours la même : créer un problème pour en proposer miraculeusement le remède. Vous avez de mauvaises conditions de travail ? Pas de soucis, des conseillers en bonheur en entreprise sont là. Vous mangez mal ?

Pas de soucis, les firmes pharmaceutiques sont là. Le climat se dérègle ? Tant mieux, cela stimulera la vente de climatiseurs et, in fine, la croissance. La fin des services publics ? Là encore, pas de problème : des mutuelles privées combleront le vide laissé par la mort de la sécurité sociale.

Nous refusons d'accepter le malheur comme un état de fait. Nous refusons de laisser les intérêts de quelques-uns primer sur le bonheur de tous. Nous sommes une force d'opposition et une force de proposition. Notre rejet est un projet, uni autour d'un mot d'ordre simple, formulé par la militante américaine Angela Davis :

N'acceptez pas les choses que vous ne pouvez pas changer, mais changez les choses que vous ne pouvez pas accepter.

C'est le combat qu'a choisi de mener Geneviève, dont la sagesse admirable est précisément ce qui manque à Macron. C'est l'empathie que nous appelons, il faut ouvrir les yeux sur la souffrance de l'autre et toujours la combattre puisqu'elle est combattable. Aux experts de tous bords qui abondent sur les plateaux télé, exaspérés par un mouvement "minoritaire" qui n'aurait que "trop duré", nous opposons notre détermination, gravée dans la peau par les blessures et les cicatrices ; ces corps meurtris existent, ils sont là, il nous faut les montrer. Ils représentent le courage de se battre pour les autres.

Suite p.3

Le Venezuela et la France p. 2
Dossier : où nous mène la lutte contre la police ? p. 2-3
"L'économie est l'affaire des experts" p. 4
"La France va mieux" p. 4
Réflexions sur.. la soumission à l'autorité p. 4

Hanouna Aboie et la caravane passe p. 5
Réflexions sur... la représentation du peuple p. 5
Tribune de la commission pouvoir d'agir, entraide et solidarité p. 6
Acte XX et mobilisation lyonnaise p. 6-7
Tribune libre p.8

« On est quand même bien lotis en France, vous voulez finir comme au Venezuela ?! »

Quand on parle à des personnes qui ne soutiennent pas la mobilisation des gilets jaunes, un argument revient systématiquement : "la France n'est quand même pas une dictature, faut arrêter ! Vous voulez qu'on finisse comme au Venezuela ?" Quelques éléments de compréhension géopolitique.

La stratégie électorale du front républicain

Depuis des décennies en France, les libéraux de droite comme de gauche utilisent l'extrême-droite pour s'assurer un passage au second tour. Quiconque s'oppose à la famille Le Pen est sur de sa victoire aux présidentielles : Chirac et Macron en sont l'exemple. Avant chaque élection, les médias encensent les Le Pen : leur forte présence sur les plateaux et dans les journaux depuis quelques semaines en atteste. Cependant, de nouvelles forces politiques arrivent en 2017 dont La France Insoumise. Pour s'assurer un passage au second tour, il a fallu la décrédibiliser et pour cela, mettre à mal l'idée selon laquelle un autre système existe. Sur les plateaux et dans les journaux libéraux, le nom de Mélenchon a dès lors été associé à la situation au Venezuela. Quoi de mieux pour décrédibiliser le message que d'attaquer le messenger? Depuis, c'est devenu un leitmotiv contre toute pensée de gauche : attention, le Venezuela.

Que se passe-t-il au Venezuela ?

De 1999 à 2013, ce pays était gouverné par Chávez, qui a limité fortement la pauvreté et multiplié le PIB par cinq. C'est ce qu'on a appelé la « révolution bolivarienne », durant laquelle la démocratie a remplacé les institutions malades par un recours répété au vote. Lula, alors président du Brésil, disait : « il y a des élections tout le temps, et quand il n'y

en a pas, Chávez les invente ». En 2013, à la mort de Chávez, Maduro lui succède. Le responsable de sa communication n'est autre que Ismaël Emelien, conseiller spécial de Macron, renvoyé à la suite de l'affaire Benalla. Le pays entre en crise, notamment à cause de la chute des cours du baril de pétrole. Les USA, par leurs sanctions, lui bloquent l'accès au financement international. « L'ancien rapporteur indépendant auprès des Nations unies Alfred de Zayas estime que les sanctions américaines (qui n'ont cessé de se durcir depuis 2017) relèvent de « crimes contre l'humanité », puisqu'elles aggravent la situation économique et sociale du pays déjà très dure, selon Le Monde Diplomatique. Maduro, placé dans un contexte de crise globale, ne parvient pas à maintenir son pays et, soutenu par l'armée, met en place une forte répression. Le Venezuela connaît une inflation meurtrière, la délinquance augmente, le pays est mal approvisionné, la jeunesse s'exile dans les pays limitrophes. Maduro est cependant réélu en 2018 mais l'opposition ne le reconnaît pas à la rentrée 2019.

Une opposition sponsorisée USA

Son opposant, M. Guaidó, s'autoproclame alors président par intérim et est applaudi par Macron. Il fait partie de l'aile droite radicale (Volonté Populaire, VP), proche de Washington et des sénateurs américains les plus conservateurs. Sa volonté est de

se débarrasser du chavisme et il ne cache pas son goût pour une intervention armée.

D'autres puissances internationales - grossièrement : USA et Canada d'un côté, Chine de l'autre - pèsent de tout leur poids sur les gouvernements sud-américains en général, et tout particulièrement au Venezuela dans le but de contrôler les énormes ressources en pétrole et en or présentes sur place. La situation actuelle la-bas est catastrophique, mais elle est l'aboutissement d'une longue crise dans laquelle les politiques d'ingérence possèdent une large part de responsabilité. C'est parce que les Vénézuéliens ont été privés de souveraineté que leur pays est dans cet état.

Instrumentaliser la peur

Il n'est pas pertinent de comparer deux Etats comme le font les libéraux au pouvoir chez nous, sans un regard sur la construction historique du contexte. Il n'est pas pertinent de prendre l'Histoire à un point X sans envisager tout l'alphabet qui précède. C'est précisément pour ne pas « finir comme eux », pour faire respecter la voix et les droits du peuple que nous nous battons aujourd'hui. Si la France Insoumise doit être critiquée, c'est sur la base de son travail à l'assemblée ou de son programme, par sur celle de raccourcis fallacieux qui brandissent l'épouvantail du régime socialiste dictatorial.

Malaise au commico

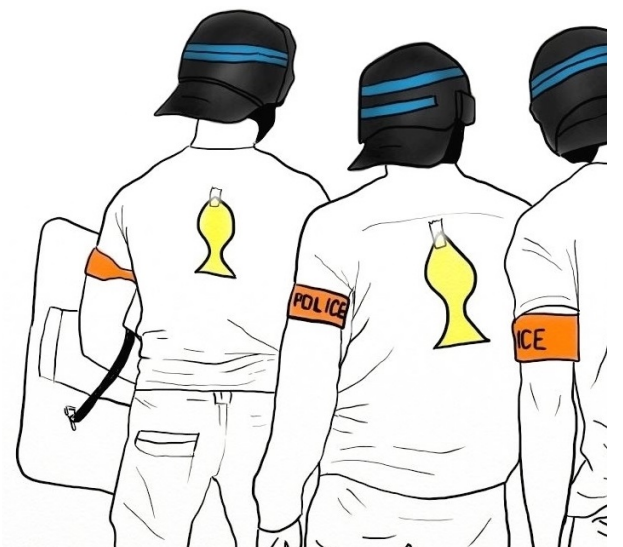
Une commission sénatoriale d'enquête a publié en 2018 un rapport alarmant relatif à l'état des forces de sécurité intérieure. En cause, une sollicitation trop importante des agents qui accumulent beaucoup d'heures supplémentaires non payées, des policiers qui travaillent dans l'angoisse constante d'une violence face à laquelle ils ne se sentent pas protégés, une hiérarchie qui ne permet pas toujours la remontée d'informations et qui peut mettre une forte pression sur les agents, des locaux vétustes, du matériel insuffisant, un constat psychologique catastrophique. On dénombre 51 suicides de gendarmes et policiers en 2018, et déjà 21 depuis janvier 2019. Les conditions de travail chez les forces de l'ordre se sont dégradées avec les coupes dans le budget du service public. Comme les hôpitaux, les écoles ou les tribunaux, l'Etat juge que les dépenses publiques constituent des « charges » et non des investissements. La police va mal, et les citoyens en subissent les conséquences. Le maintien de l'ordre est aujourd'hui assuré par des brigades non formées telles que la BAC. Mais allons-voir

au-delà.

Les politiques du chiffre, visant à multiplier le nombre d'actions de la part des forces de l'ordre, a nui à la qualité réelle de la présence policière. Les médias ont créé une demande populaire factice en répétant depuis des années que l'insécurité gagne la France, tandis que les études s'opposent à ce constat. Mais qu'importe, la place prépondérante des faits divers dans les JT fait diversion. L'insécurité est un bon produit de campagne, et une fois la peur installée dans le pays, les politiques créent l'offre : plus de chiffres pour rassurer, mais moins de moyens, et aucune remise en cause de l'esprit de certaines lois qui contribuent à créer des problèmes alors qu'elles devraient les résoudre. En témoignent les lois prohibitionnistes sur les stupéfiants qui, loin de prendre en charge le problème, lui donne la possibilité de se développer dans la violence et l'illégalité. En outre, l'état d'insalubrité de nombreux commissariats illustre l'hypocrisie des gouvernements successifs.

A cet état des lieux catastrophique et déjà sous haute

tension s'ajoute vingt semaines de mobilisation des forces de l'ordre dont le gouvernement refuse de prendre en compte l'épuisement. Le syndicat minoritaire France police - Policiers en colère, première force d'opposition de la police nationale, dénonce une prise en otage du pouvoir qui refuse de répondre à cette crise sociale sans précédent par des réformes politiques à l'écoute des revendications.





Où nous mène la lutte contre la police ?

"Vous me parlez de répression, je vous dis que c'est faux" déclare Macron lors du Grand Débat, tandis que les chiffres officiels du Ministère de l'Intérieur comptent, au 24.03.2019, 2 200 blessés chez les civils et 1500 parmi les forces de l'ordre.

Un bilan lourd

D'après un excellent travail de recensement de David Dufresne (Mediapart) et les chiffres officiels du Ministère de l'Intérieur du 24 mars 2019, on décompte chez les Gilets Jaunes 234 blessures à la tête (dont 23 personnes ayant perdu la vue), 13 blessures à la main ou plus surprenant, une vingtaine de blessures au dos. L'usage d'armes provoquant ces blessures irrémédiables est légion depuis le début du mouvement avec 13 460 tirs de LBD 40 ou encore 4942 grenades de désencerclement lancées. Des armes dont l'utilisation doit normalement répondre aux critères de la légitime défense, un rappel nécessaire quand on sait que ni les journalistes, ni les "street medics" ni même de simples passants sont épargnés dans cette escalade répressive (respectivement 60, 19 et 27 blessés comptabilisés par Mediapart). Seulement, si un amalgame s'est construit autour de la répression comme provenant de l'ensemble des forces de l'ordre, il est intéressant d'observer quelles divisions utilisent réellement ces armes, en particulier le LBD 40 décrié depuis le Parlement européen jusqu'à l'ONU, en passant par le défenseur des droits, M. Jacques Toubon.

Tout le monde déteste la police... ou la BAC?

Le journal de la gendarmerie nationale *L'essor* s'appuie sur des notes de l'IGPN et de l'IGGN pour déclarer que 90% des tirs de LBD se révèlent être d'origine policière. Si l'on regarde de plus près ce chiffre, on peut alors s'apercevoir qu'une majeure partie de ceux-ci (un peu plus de la moitié) provient des policiers de la Brigade Anti-Criminalité (BAC) accompagnés depuis les événements de l'Arc de Triomphe par la section Brigade de Recherche et d'Intervention (BRI) et du Détachement d'Action Rapide (DAR). D'après les informations du Monde, "ce sont ces dernières qui sont accusées à la fois au sein de la gendarmerie et de la police de faire usage immodéré du LBD". Cependant, ces brigades déployées lors de manifestations des Gilets Jaunes ne sont pas habilitées au maintien de l'ordre, alors même qu'elles sont envoyées en première ligne" d'après une source policière contactée par RT France. Celle-

ci précise que "c'est aussi ce choix opérationnel qui est critiquable".

En effet, derrière ces informations, rappelons que les différentes sections d'intervention répondent à des ordres émanant d'une hiérarchie complexe, de place Beauvau jusqu'au Procureur de la République, du préfet au commissaire en passant par le brigadier-chef : la responsabilité de ces bavures revient donc en premier lieu au Ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Certainement une explication aux chants à sa gloire entendus en manif : Macron démission, Castaner... !

Une politique répressive indigne

Plutôt que de prendre en compte les chiffres de ces services, tout comme les voix s'élevant dans le monde contre la répression actuelle en France, il est plutôt étonnant de constater le déploiement de militaires de l'Opération Sentinelle "pour surveiller les sites périphériques" à Paris depuis le 23 mars dernier. Les Gilets Jaunes au même niveau que les terroristes, vraiment ? Un scepticisme aigu plane chez certains militaires s'étant exprimés anonymement afin de préciser que leur rôle était de défendre la France et les français, et non pas un gouvernement, tout en appuyant sur les risques réels de dérapages. Les députés de la majorité comme certains ministres n'hésitent pas à entretenir un flou dans leur communication : tantôt les militaires ne tireront sous aucun prétexte, étant seulement assignés à la surveillance de certains lieux de pouvoir, tantôt ils seraient susceptibles de tirer avec leur armes après les trois sommations passées (déclaration à BFMTV de Mme. Claire O'Petit, député LRM).

En bref, des choix politiques poussant tant à la révolte qu'à un sentiment de rejet envers les forces de l'ordre et l'armée. Gilets Jaunes et Gilets Bleus doivent garder en tête leur ennemi principal : des ordres qui vont contre les aspirations premières des hommes sur le terrain : la protection des citoyens.

Place Beauvau, voilà l'ennemi !

Samedi 19 janvier, un GJ de Toulouse témoigne : « La BAC apparaît (une dizaine), armée jusqu'aux dents. Arrivés à ma hauteur, ils passent sans même me regarder ; je baisse la tête et garde les bras levés – ils sont pas là pour moi. Le troisième arrive à ma hauteur et une boule me vient au ventre : il va frapper. J'ai eu le temps de baisser un peu le bras : la matraque atterrit sur l'avant bras, un deuxième me vide la lacrymo dans les yeux et la bouche, le troisième passe et me met directement la matraque dans la bouche. Tout devient noir avec un flash blanc et un gros « boum » dans mes oreilles. J'ouvre les yeux j'étais à terre KO, il manque quelques seconde à mon existence. Je crache mes dents, je saigne abondamment – j'hésite à me lever. Mais tout était calme, les cris avaient disparu. Ils nous ont laissés là dans notre sang. »

Un CRS témoigne sur la chaîne YouTube de DemosKratos :

« Sur les manifestations des GJ, on a eu droit à tous les moyens, on a eu des ordres extrêmement offensifs. Moi j'avais jamais vu ça. On avait des ordres qui étaient à la limite de la légalité.

En fait c'est plus difficile d'entendre « la police avec nous » parce que tu vis très mal le fait de ne pas avoir la possibilité de t'exprimer et le fait d'avoir quelque part vendu ta liberté. Tu essaies d'oublier que t'as une conscience, que t'es un être humain, que tu as une opinion, et simplement te retrancher derrière ton bouclier et ton casque et attendre que ça se passe.

Le maintien de l'ordre, dans d'autres pays, il est fait de manière plus humaine. »

Sophie, street-medec à Paris le samedi 23 mars, porte secours à un CRS atteint d'un malaise cardiaque :

« On est là pour porter secours, peu importe à qui, peu importe quand, peu importe dans quelles circonstances, que ce soit un black-bloc, un gilet jaune, un policier, on se prépare à tout. »

« La France va mieux : Darmanin et Le Maire l'ont dit. »

Le déficit baisse, la croissance monte, donc ça va mieux ? Les ministres se félicitent. Tout va bien, le « challenge » est surmonté. La croissance monte un peu, certes. Mais une croissance en hausse (calculée sur le PIB) n'implique pas nécessairement de meilleures conditions de vie pour la population. Si Alain Mérieux vend du sang contaminé, la croissance monte. Si le trafic de drogue s'intensifie, la croissance monte (depuis 2018). Le déficit baisse : moins d'argent sort, plus d'argent rentre. Par quel miracle ? En baissant les dépenses... publiques. Le pouvoir oublie que ce ne sont pas des dépenses, mais des investissements. Mieux soigner tout le monde, ce n'est pas une dépense, c'est un investissement qui évite de confier au secteur privé les soins. Un service public qui baisse, c'est un service privé qui ouvre. Ce dernier sera toujours plus cher, mais

rarement plus efficace. Revaloriser les aides ou les retraites, c'est aussi un investissement. Cet argent partira directement dans l'économie réelle : manger, dormir, boire, se loger, se vêtir etc. Cet argent fera vivre le boulanger ou le maraîcher mais jamais n'ira dormir dans un paradis fiscal. Alors, la France va mieux ? Tout dépend pour qui.

« L'économie est l'affaire des experts. »

Les experts en économie arpentent les plateaux TV pour prêcher la bonne parole néolibérale en brandissant des graphiques aux allures érudites. Ils sont François Lenglet, Alain Minc, et bien d'autres. Vous les connaissez, ce sont les mêmes depuis des décennies. Ils mettent en avant leur statut universitaire en dissimulant leur position dans les affaires : on peut être professeur et président du conseil d'administration d'une grande banque...

Est-on alors impartial ? Pour l'exemple, Lenglet a pour toute formation en économie un master en Lettres. Ils partagent une vision commune de l'économie, qui serait une science purement mathématique. Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'ils relèvent tous de la même école : l'économie orthodoxe, qui considère que chaque individu vise rationnellement à s'enrichir.

Mais il existe, depuis plusieurs siècles, une autre voie en économie : celle qu'on nomme « hétérodoxe », et qui ancre l'économie dans les sciences sociales. En effet, nous ne sommes pas que des chiffres, nous vivons dans un certain milieu, avec une certaine culture, des moyens différents, et nous n'agissons pas toujours rationnellement : le fonctionnement de la publicité en est l'illustration. C'est l'hétérodoxie qui a permis aux USA de faire reculer la pauvreté et de créer le salariat au cours du XX^{ème} siècle (doctrine de Keynes). L'économie n'est pas l'affaire de quelques prétendus professionnels. Elle est un sujet démocratique. Emparons-nous en.

Réflexions sur... la soumission face à l'autorité



Partant de l'analyse du sociologue allemand Max Weber, une des spécificités de l'Etat le distinguant d'une autre forme de communauté réside dans le fait qu'il soit le seul à bénéficier du droit de mettre en œuvre la violence physique sur son territoire, ce que le sociologue nommera le « monopole de la violence physique légitime ». Cette violence s'exprime aujourd'hui à travers un statut : les forces de l'ordre dans leur globalité. Comment comprendre les dérives de certains membres dans leur rang ?

Avec le souci d'expliquer, sans pour autant tolérer, nous avons choisi pour cette rubrique une célèbre expérience socio-psychologique.

L'expérience de Milgram

Le chercheur en psychologie Stanley Milgram (1933-1984) est à l'origine de cette expérience aux résultats stupéfiants, exposés dans son ouvrage *Soumission à l'autorité : un point de vue expérimental*. En voici un rapide descriptif.

Des personnes volontaires sont recrutées pour contribuer à l'expérience sans être mis au courant du but réel de celle-ci. On les fait participer à un tirage au sort truqué permettant de définir les rôles nécessaires

à la mise en place d'un « jeu » où sont confrontés un questionneur et un questionné. Les volontaires jouent le rôle du questionneur, quand un comédien (complice du chercheur) joue le questionné. Ce dernier doit mémoriser une liste où chaque mot est associé à un autre, puis il est isolé dans une cabine reliée (factivement) à des câbles électriques dont la mise en fonctionnement provient d'une manette à disposition du questionneur. Celui-ci doit choisir un mot et le questionné répondre par le mot associé. S'il se trompe ou ne sait pas répondre, le questionneur doit lui envoyer une décharge électrique s'intensifiant à mesure des erreurs commises (de 15 à 450 volts en théorie !). Le questionneur est informé à l'avance que les décharges sont potentiellement mortelles et le comédien tente de sa cabine d'exprimer sa souffrance en criant, implorant etc. Le résultat est impressionnant : sous les injonctions du scientifique, 62,5% des participants sont allés jusqu'à administrer le choc électrique (fictif) le plus puissant au comédien. Si cette expérience a provoqué beaucoup de commentaires, 19 variantes avec 636 sujets ont été réalisées avec un pourcentage moyen d'obéissance à l'autorité de 65%.

Obéissance et conformisme

Pour Stanley Milgram, l'obéissance à une autorité n'est pas pour autant un mal car elle permet aux humains de vivre en société en empêchant que des désirs individuels ne compromettent l'intérêt général ; néanmoins, pour lui, le danger réside avant tout dans l'obéissance aveugle dont le mécanisme principal serait le conformisme. Si l'obéissance de l'individu se produit de son plein gré, il n'est pas toujours conscient de la pression qu'exerce le groupe sur son propre comportement. Face à une autorité, un subalterne aura toujours tendance à agir de façon à ne pas s'en démarquer.

Si on observe le cas des abus policiers à la lueur de l'expérience de Milgram, on peut alors se dire que les ordres ruisselant d'une chaîne hiérarchique complexe impactent tous les maillons de celle-ci et déresponsabilisent d'autant plus l'exécutant. Beaucoup d'autres facteurs peuvent expliquer les débordements mais, sans les excuser, le combat doit se mener à la base de ces violences, soit principalement aux maillons des donneurs d'ordres.

La légitimité de l'autorité

Aux français qui continuent de soutenir le gouvernement dans sa réponse répressive du mouvement des gilets jaunes, à ceux capables de résorber leur empathie devant des blessures de manifestants, nous adressons cette réflexion de Milgram : « La réaction des sujets montre leur totale méconnaissance du poids de l'autorité sur leurs décisions. De même, dans la vie quotidienne, beaucoup de gens accomplissent des actions dont ils attribuent l'origine à leurs qualités morales alors qu'elles leur sont également dictées par l'autorité [...] Ce qui compte, ce n'est pas ce qu'ils font, mais pour qui ils le font ».

Jusqu'à quel niveau de violence doit-on se garder de remettre en cause la légitimité d'une autorité ?



HANOUNA ABOIE ET LA CARAVANE PASSE

Juan Branco était l'invité de Cyril Hanouna sur le plateau de « Balance ton Post ». L'un est l'avocat de Julian Assange (Affaire Wikileaks, site qui donnait la parole aux lanceurs d'alertes) et défend bénévolement les gilets jaunes en justice. L'autre est animateur TV dans une émission de grande audience sur une chaîne détenue par M. Bolloré et touche pour cette seule fonction un salaire fixe de 40 000 € par mois. Deux grilles de lecture du monde s'affrontent.

« Juan Branco, ce que tu fais là, c'est du racisme, c'est du racisme anti-réussite ! » Cette expression employée par Hanouna met une première chose en lumière : réussir, c'est s'enrichir. Passer des diplômes n'a de valeur que si celle-ci est marchande. Vendre c'est réussir, lutter c'est échouer.

Mais le pire n'est pas la défense de l'ISF par Hanouna ni même ce « racisme anti-réussite », apologie à peine voilée du leader riche et puissant mais inculte. Le pire, c'est la question répétée à plusieurs reprises : « Etes-vous politisé ? »

Cette interrogation dévoile une chose : le libéralisme désire qu'on le voit comme un arrangement logique de la réalité. Il ne serait pas un choix politique parmi d'autres, il serait le meilleur choix possible, l'évidence, la norme ; c'est le « pas d'alternative » clamé par Thatcher. Les libéraux seraient raisonnables, proches du réel, conscients des enjeux

de la mondialisation. Ils forment « le cercle de la raison ». A l'intérieur de ce cercle, il est possible de discuter : doit-on supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, ou encore plus ? Faut-il réduire le chômage et le RSA, ou bien les retraites et l'aide à l'enfance ? Les médias dominants enferment sans cesse la pensée dans ce cercle de la raison, avec ses experts, ses éditorialistes et ses reportages « objectifs » (donc libéraux). Remettre en cause le libéralisme, c'est donc sortir du cercle de la raison : on peut discuter, mais dans une certaine limite. La question se pose de savoir quelle limite, et qui en décide. Aujourd'hui, elle est posée par les intérêts du marché. Il décide et nous devons nous ajuster à lui. Mais aller contre la logique de marché ? Soi-disant impossible. Le capitalisme laisse ainsi l'illusion du choix : vous pouvez être très capitaliste, ou moins capitaliste, mais il faut, nous répète-t-on, il faut être

capitaliste.

Et si l'on refuse ? C'est alors que pleuvent les accusations sur le mouvement : ultra droite, ultra gauche, pujadiste, putchiste, antisémite, réfractaire, réactionnaire, homophobe, sexiste, débile, illettré. Dans tous les cas, nous serions « extrêmes », « idéologues » face à des gens « raisonnables » et « sérieux ». D'ailleurs, toute opposition au capitalisme est tout de suite jugée comme une posture idéologique dangereuse, assimilée à l'URSS et aux goulags. On n'entend jamais parler sur les programmes TV à grande écoute des alternatives économiques ou expériences politiques qui existent, en dehors du communisme, pour court-circuiter les politiques néolibérales responsables du désastre écologique et des inégalités sociales. On n'entend jamais parler du régime capitaliste comme coupable tout court. Pourtant, ses fondements idéologiques (libre-concurrence, marché unique, croissance infinie) ont maintes fois été démentis. Nous sommes bientôt à notre 40ème année de libéralisme, et Macron est passé à la vitesse supérieure : il s'agit de taper sur tous les secteurs, en même temps, à une allure folle. Pour écraser la contestation, il adopte une nouvelle stratégie de communication : tenter à nouveau de décrédibiliser le mouvement en distinguant les « bons » GJ du début des « mauvais » GJ actuels. Les premiers auraient eu gain de cause en décembre, et ne resteraient aujourd'hui que les violents, une minorité tyrannique. Des gens, certes, ne se rendent plus dans la rue. Ils ont peur des blessures, peur des poursuites judiciaires, peur de perdre leur emploi. Mais ils grondent encore. Les GJ du début ont vu leurs ronds-points détruits, ont été victimes de violences policières, et n'ont rien obtenu : ce sont donc les GJ d'aujourd'hui. Cette opposition factice n'est qu'un stratagème grossier visant à nous diviser. Ni « bons », ni « mauvais », ni « anciens », ni « nouveaux », nous étions, nous sommes et nous resterons de simples GJ.

Rappelons-le : le libéralisme est un choix politique. Il appauvrit les pauvres pour privilégier les privilégiés. Lorsqu'il sent ses intérêts menacés, lorsque le peuple qu'il maltraite refuse de l'être plus longtemps, il montre les crocs, il aboie, et il mord.

Réflexions sur... la représentation du peuple

Le peintre Gustave Courbet expose « Un enterrement à Ornans » en 1850 au Salon de peinture à Paris. On y voit une anecdote du quotidien sur une toile de plus de 6 m. Courbet est mal reçu. On le caricature dans la presse : « Est-il possible de peindre des gens si affreux ? » On lui reproche de montrer le laid, le vulgaire, le trivial, l'ignoble car il choisit de représenter non pas Vénus ou Apollon mais des gens du peuple. Les GJ sont comme Courbet. Nous montrons à Macron et au monde la réalité de nos vies, loin des sourires des start-up et des dividendes, là où les gens doivent choisir entre manger et se chauffer en même temps qu'ils sont écartés de toute décision politique. Dressant le bilan de son existence, Courbet écrivait : « Quand je serai mort, il faudra qu'on dise de moi : celui-là n'a jamais appartenu à aucune école, à aucune église, à aucune institution, à aucune académie, surtout à aucun régime, si ce n'est le régime de la liberté. »



Rencontre avec la commission Pouvoir d'agir, Entraide et Écologie Solidaire de Lyon-Centre

Nous avons rencontré T., à l'initiative de la commission lyonnaise Pouvoir d'agir, entraide et écologie solidaire.

Notre commission existe depuis le 11 février 2019, votée à l'unanimité par les personnes présentes (340 personnes) à l'assemblée populaire de la bourse du travail. Avant ce vote, il a bien été précisé que nous allions travailler avec tous les groupes GJ, et tout(e)s les associations, collectifs qui comprennent l'importance de notre mouvement. Nous traitons des causes qui ne sont pas suffisamment mise en avant comme le Handicap, l'isolement, les familles mono-parentales, toutes les pollutions qui ruinent notre santé, notre habitat, un réel pouvoir d'achat raisonné accessible pour tou(te)s, etc. Faisons en sorte de redonner de la confiance, imprimer de jolis sourires sur les bobines des oublié(e)s, soutenons les efforts des gens qui luttent pour ne pas tomber dans le silence de la misère... Libérons la parole, qu'elle devienne solaire, solidaire, universelle.

Les membres qui la composent sont sensibles à l'urgence de ne laisser personne de côté, de travailler sur les liens qui nous unissent, de soutenir les citoyens afin qu'ils expriment au mieux leur Pouvoir d'Agir pour faire face au désastre social et écologique qui a été organisé par nos dirigeants successifs et cela même après la parution du rapport Meadows de 1972.

Notre première action aura été d'accueillir nos ami(e)s de la marche pour le RIC le 28 février place Guichard en incluant dans l'organisation tous les Groupes GJ de Lyon, simplement parce que l'unité est la condition pour que notre mouvement soit un et indivisible, une force établie dans la cité, ferme et entendue enfin.

Sur le terrain, notre seconde action pérenne aura été d'organiser sur Lyon les "Nounous jaunes" afin de pouvoir offrir aux parents l'opportunité d'aller manifester sans faire prendre de risques à nos enfants, et cela gratuitement. Les activités proposées aux enfants tournent autour de l'écologie, de la préservation de notre biodiversité, de la création artistique. Nous faisons en sorte que les enfants passent des après-midi joyeuses, belles et utiles. De nombreux partenaires se joignent pour construire cet espace, tou(te)s conscients qu'une autre urgence à définir ensemble est de protéger nos générations futures des conséquences de l'individualisation de notre société, résultante de l'économie de marché qui détruit tout. Remercions les copains/copines qui nous soutiennent dans cette démarche (Alternatiba Rhône, ect.).

Actuellement, nous préparons des fiches pratiques pour accompagner au mieux les personnes face à leurs problématiques car force est de constater que l'état de notre service public est désastreux et n'arrive plus à subvenir aux demandes qui affluent presque de manière exponentielle... Nous ne laissons personne de côté et toutes les semaines, nous accompagnons les gens dans leurs démarches (Caf, prime d'activité, RSA, injonction de payé, reconnaissance handicap...) afin qu'ils puissent continuer à avancer, ou simplement vivre... En attendant un réel partage de nos richesses, faisons en sorte que la survie sorte de notre vocabulaire. Rien que dans notre département, des parents abandonnent leurs enfants pour des raisons

financières et (ou) psychologiques, cette situation est inacceptable, nous demandons à ce que ce soit une cause nationale et prioritaire.

La commission organise également des balades citoyennes afin de changer les regards sur les Gilets Jaunes, ces balades orientées pour les quartiers les plus défavorisés aura pour but entre autre de mettre en avant une solidarité effective, une massification des mouvements citoyens qui se lèvent pour préserver les liens, les groupes, nos familles, notre planète.

Il s'agit ensemble de prendre conscience qu'il n'est plus le temps de penser à converger ou pas, la convergence est une évidence, nous n'avons qu'un seul choix dès à présent : choisir entre « la belle verte » ou « the walking dead ».

Nos élu(e)s, notre président en tête, sont prêts à tout pour se faire une place de choix dans les ténèbres, nous, citoyens décidés, nous voulons du soleil pour tou(te)s.

Le libéralisme et le néo-libéralisme sont les origines de tous nos maux, de la fin de tout... Que l'Entraide soit la seule loi naturelle pour notre génération et toutes les générations futures.

Pouvoirdagir@lilo.org

<https://www.facebook.com/GJ-Lyon-Pouvoir-dAgir-Entraide-et-Ecologie-Solidaire>

<https://www.facebook.com/Nounou-Gilets-jaune-Lyon>

ACTE XX : UN SAMEDI PAS COMME LES AUTRES A LYON-CENTRE

Pour l'acte XX, le rendez-vous était Place de la République. Les forces de l'ordre ont laissé le cortège se former en s'écartant du chemin des manifestants qui les applaudissent au passage. Certains GJ ont directement été voir le Commissaire de Lyon.

Celui-ci demande aux Gilets Jaunes le parcours prévu. Les Terreaux sont évoqués par des GJ, W. et A., qui rapportent ici les propos des forces de l'ordre : « c'est compliqué les Terreaux avec les travaux, trop de risque de se prendre des projectiles. » La proposition de Croix Rousse est alors faite, le Commissaire annonce qu'il ne laissera pas passer les GJ devant l'Hôtel de ville mais qu'ils pourront faire le tour par l'Opéra. « Si vous ne nous lancez rien, on ne vous lancera rien, je vous le dit sérieusement. »

Le cortège avance donc, constatant que les gendarmes ne portent pas leurs casques. Un agent de la BAC, à qui l'on indique que l'on va monter par la Croix Rousse dit : « Oui allez-y on nous a mis au courant, tranquille tranquille. »

Seuls 8 CRS suivent le cortège. L'un d'eux déclare « Ça se passe bien, vous pouvez continuer sans nous on est crevés, une petite pause au bar du coin serait

sympa. » Le cortège arrive Place Sathonay sans aucun gazage, il est 16h15. L'un des CRS annonce : « On va attendre le chef parce que je n'ai pas envie de vous donner un conseil pour que vous soyez gazés 10 mètres plus loin si je me trompe. »

Le Commissaire de Lyon arrive et confie : « Des dégradations ont lieu sur le Boulevard de la Croix Rousse, vous pensez pas qu'il serait temps de se disperser ? » Réponse : « Nous ne faisons pas le même métier que vous et on ne peut pas empêcher ces jeunes de dégrader, mais on les engueule à chaque fois, on a même protégé l'étable d'un producteur de vin avec les Street Medics. »

Le Commissaire conseille alors aux Gilets Jaunes de ne pas aller sur Bellecour et ajoute « Vous savez ça fait du bien d'avoir des personnes avec qui parler sereinement », il rappelle encore une fois que si les manifestations étaient déclarées, elles se passeraient toutes calmement. Réponse des GJ : déclarée ou non, les manifs sont réprimées.

Les forces de l'ordre bloquent l'accès à la Rue de la République. Le cortège stagne devant les gendarmes qui n'ont toujours pas leurs casques. Le Commissaire

prend son mégaphone et fait la première sommation de dispersion. Des gilets jaunes lui font signe qu'ils ne l'entendent pas, il range alors l'instrument et baisse le canon du lanceur de cartouches de gaz lacrymogènes d'un de ses collègues. Ce même commissaire qui a la réputation d'être très dur envers les manifestants.

17h15, toujours aucune grenade lacrymogène n'a été tirée et le cortège s'est progressivement dirigé vers la Place Bellecour après un passage par la Place de la République. Le Commissaire passe tranquillement avec ses 40 subordonnés et annonce : « Ne vous inquiétez pas on va sur Bellecour ». Il demande si la marche est organisée. Réponse : « vous savez c'est jamais vraiment organisé chez nous. » Le Commissaire dit alors « Je vois... Merci pour votre coopération aujourd'hui et bon courage pour la suite. »

17h45, les premiers gazages ont lieu après quelques lancés de projectiles, la manifestation touche doucement à sa fin.

Bilan non-exhaustif des actions de la semaine à Lyon-Centre

Jeudi 28 mars

Grève de quelques enseignants. Les GJ les rejoignent place Guichard mais les profs annulent leur marche car ils s'estiment trop peu nombreux. Les GJ accompagnés de quelques grévistes motivés marchent vers le rectorat. Un rapide discours au mégaphone dénonce les applications inégalitaires de la réforme Blanquer.

Vendredi 29 mars

Après avoir contacté les GJ lors de l'Assemblée Populaire du lundi 25 mars, les salariés de la société Cogepart travaillant pour le compte de Carrefour à la Part-Dieu ont demandé de l'aide afin de donner plus de poids à leur grève et obtenir gain de cause auprès de la direction. Vendredi dès 16h et après quelques contrôles d'identité par les forces de police, une cinquantaine de Gilets Jaunes a bloqué l'entrée du Carrefour de la Part-Dieu. Des négociations avaient déjà débuté. Ces négociations se sont poursuivies ce jour, la direction de Carrefour ayant fait le déplacement depuis Marseille. Au bout de 2h de blocage, les salariés ont annoncé que l'action avait permis le remboursement intégral des jours de grève des salariés, un paiement de leurs heures supplémentaires ainsi que le non-licenciement des salariés.

Samedi 30 mars

Au matin, environ 1000 enseignants et parents d'élèves se sont réunis aux abords du Palais de Justice des 24 colonnes. Une trentaine de Gilets Jaunes se sont joints à eux afin de dénoncer la réforme Blanquer. Certains professeurs se sont joints au cortège des Gilets Jaunes de l'après-midi.

A 14h, les GJ se rejoignent place de la République pour une marche en bonne entente avec les forces de l'ordre.

Manifestation régionale à Saint-Etienne

Impressionnant dispositif de contrôle à l'entrée de la ville. Une forte mobilisation en début de journée, la moitié des manifestants quitte la manifestation en milieu d'après-midi lors d'un départ de feu d'herbes hautes à proximité des voies ferrées. Quelques dégradations mineures ont été faites. La manifestation a été dispersée vers 17h30 par des forces de l'ordre étonnement calmes : peu de charges, peu de gaz et peu de pression.



De la colère à un nouvel imaginaire

Si les élites ont confisqué la parole politique, reprenons-la ! Les règles du pouvoir politique peuvent être changées, et nombreuses sont les alternatives proposées aujourd'hui. Du contre-pouvoir local au changement complet de système, en passant par l'auto-organisation des citoyens, découvrez ce que les actrices et acteurs de la politique alternative proposent et expérimentent aujourd'hui. Du 2 au 13 avril 2019, deux semaines autour de la Politique, organisée par la Maison Pour Tous des Rancy, avec des conférences, des débats, des projections de films, des ateliers...

Mardi 2 avril - Migration : la levée citoyenne

19h30 - Salle des Rancy

Débat : Après le lancement de l'antenne SOS Méditerranée Lyon le 16 novembre dernier, venez découvrir les différents acteurs de la mobilisation et comment vous engager.

Mercredi 3 avril - Reprendre le pouvoir d'agir d'après Chomsky

19h00 - Salle des Rancy

Atelier : Concentration des pouvoirs / Concentration des richesses
Sur inscription

Jeudi 4 avril - Analyse politique de l'actualité

19h00 - Salle des Rancy

Atelier mensuel proposé à la MPT

Vendredi 5 avril - Travail, faut-il jouer le jeu ?

19h30 - Salle des Rancy

Conférence gesticulée : Le travail c'est quoi au juste ? Et le chômage ? Qui travaille ? Manifestement, les règles du jeu ont changé au fil des époques. À moins que ce ne soit notre façon de jouer ? Ou bien nos aspirations qui ont évolué face au monde du travail ?

Conférence dans le cadre du festival Agitons nos idées. La conférence sera suivie de quatre ateliers, les 9 avril, 2 mai, 9 mai et 23 mai.

Samedi 6 et dimanche 7 avril - Journées du Logiciel Libre

Toute la journée - Salle des Rancy

Lieu de rencontre bouillonnant depuis 1998, les journées du logiciel libre accueillent le temps d'un week-end les curieuses et curieux de tout bord. Qu'importe votre niveau, venez vous initier, partager vos idées, vos programmes, vos projets et construire ensemble des lendemains plus libres ! Toutes les informations sur le site des JDLL.

Retrouvez la suite du programme et renseignements supplémentaires des *Expériences politiques* sur :

<https://experiences-politiques.fr/>

Maison Pour Tous - Salle des Rancy

249, rue Vendôme
69003 Lyon

Laissons la barbarie à l'opresseur

Bravo pour ce journal, une publication est essentielle à un mouvement contestataire. Cependant, une phrase m'a horrifié lors de la lecture de la rubrique «Rencontre avec un activiste» : *Il n'y a aucun mouvement pacifiste qui ait amené à un basculement majeur.* Gandhi, Martin Luther King, Mandela et bien d'autres ont du pleurer dans leurs tombes en lisant ces lignes ! Heureusement, l'auteur module ses propos en commençant sa phrase par «Il me semble». Je vous prie de signaler à l'auteur de ces lignes que ces illustres personnalités ont existé et que je l'invite à se familiariser avec leurs réalisations.

L.

Sondages à sonder !

Voilà mon interrogation, depuis le mois de novembre j'entends parler de sondages. Tous les jours un sondage sort sur un nouveau sujet. Mais plus précisément sur celui qui me tient à coeur, la côte de popularité de notre mouvement et parallèlement la côte de notre président. Je me suis livrée à un petit jeu autour de moi, pour avoir une image du sondé. Je suis fonctionnaire territoriale, il y a une semaine j'ai envoyé un mail à certain de mes collègues afin de leur demander une chose : "avez-vous ou connaissez-vous quelqu'un qui ait répondu ces derniers mois à un sondage". Sur ces 27 personnes, aucune n'a répondu par l'affirmative. Ensuite j'ai demandé la même chose à mes ami.e.s et proches. Sur ces personnes, également négatif. Bien évidemment je leur fais confiance. Je n'ai pas le courage de faire ce jeu parmi mes camarades gilets jaunes. Sincèrement je m'interroge : qui sont ces sondés? Qui sert de cobaye, des gens de chair et d'os ou un ordinateur. Comment font-ils ??

C.

Macron en justice

Nous Gilets Jaunes sommes persécutés par la police et la justice (sous les ordres du président et du gouvernement) à cause de nos revendications politiques. De nombreuses vidéos et témoignages prouvent ces violences que nous subissons semaines après semaines : humiliations, gardes à vue préventives, abusives, à ciel ouvert, insultes, matraquages, gazages, tirs de Flash Ball ou de grenades, etc., Au nom de toutes ces personnes blessées, mutilées, décédées et/ou atteintes psychologiquement, je ne peux pas accepter que le président de la république, M. Macron ne soit pas redevable des actes qu'il a commis, commet encore et fait commettre aux policiers, gendarmes, juges. Je demande donc à cette assemblée de Lyon-Centre si juridiquement il est possible de faire une action contre le président de la république. Éventuellement en commun avec l'assemblée des assemblées. Même si cela a peu de chance d'aboutir, on peut quand même se poser la question : de quel droit, au nom de quoi, un président de la république ne peut-il être tenu pour responsable des actes qu'il commet pendant son mandat ?

V.

C'est du bon

Merci pour votre revue distribuée à l'AG de hier. C'est du bon, j'espère que vous pourrez la diffuser au plus grand nombre. Cordialement,

B.

Appel

Nous avons besoin de beaucoup de volontaires pour occuper un nombre important de ronds-points dans l'agglomération Lyonnaise qui n'attendent que d'être occupés par les GJ! Vous pouvez vous inscrire à la Réunion Populaire du lundi soir à 19h à la Bourse du travail. D'avance, merci !!!

M.

« Il y a trois sortes de violence.

La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés.

La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première.

La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres.

Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. »

QUI SOMMES-NOUS ?

Tim, Deb, Stoph, Jiheu, Mel. Cinq personnes qui trouvent utile un organe de presse libre et indépendant pour s'exprimer à l'intérieur du mouvement des gilets jaunes.

CONTACT

Pour des actions à annoncer, des comptes rendus ou des témoignages à partager, des tribunes à publier, avis, suggestions, réactions, corrections, vous pouvez nous contacter à l'adresse mail suivante : bonheurenbas@protonmail.com ou sur la page facebook du journal : Bonheur en bas.

CE NUMERO VOUS A PLU ?

Faites le savoir en nous écrivant à : bonheurenbas@protonmail.com.

Pour financer le prochain numéro, nous mettons à disposition une caisse de solidarité que vous trouverez en AG tous les lundis à 19h, Bourse du Travail. Vous pouvez aussi faire un don sur la page facebook du journal : Bonheur en bas. Sans votre financement, nous ne pourrions continuer cette publication.

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE :
UNIQUEMENT DANS LES MAINS
D'UN NOUVEAU LECTEUR



« Frères, bonheur en bas, sinon malheur en haut! » Victor Hugo, L'année terrible (1872)